



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

*as instructed in the RFSO/RFSa solicitation
document, Component I, Part 2, article 2

Revision to a Request for Supply Arrangement - Révision à une demande pour un arrangement en matière d'approvisionnement

The referenced document is hereby revised; unless
otherwise indicated, all other terms and conditions of
the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf
indication contraire, les modalités de l'invitation
demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronic Information Technology Professional Srv
Div/Div des srv professionnels en technologie de
l'information électronique
11 Laurier St. / 11 rue Laurier
Portage III 0A1 - 1
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet TBIPS / SPICT	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-170432/A	Date 2016-08-09
Client Reference No. - N° de référence du client 20170432	Amendment No. - N° modif. 003
File No. - N° de dossier 004ei.EN578-170432	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EI-004-30363	
Date of Original Request for Supply Arrangement 2016-07-21 Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-08-31	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: IMOS MDAI	Buyer Id - Id de l'acheteur 004ei
Telephone No. - N° de téléphone (866) 930-4667 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-7827
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the solicitation. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de l'invitation.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

MODIFICATION n° 003 À LA DEMANDE DES SOUMISSIONS

La présente modification sert à :

- A. Éliminer le texte en double qui se trouve à la pièce jointe « A » à l'Élément I
- B. Clarifier les liens web dans la sollicitation
- C. fournir des réponses aux questions reçues par les détenteurs

A. Modification n° 5

Cette modification sert à éliminer le texte qui se trouve en double dans la version française de la demande des soumissions :

À la pièce jointe « A » de l'Élément I, page 3 de 15, supprimer le texte commençant avec « O.3 EXIGENCE EN MATIÈRE D'ASSURANCE : » jusqu'à la page 5 de 15 finissant avec le texte « ... et qu'il souhaite modifier sa qualification à l'égard de ce critère » (cela inclus O.3, O.4, et O.5 qui finit proche du bas de la page 5).

B. Clarification n° 1

En raison d'une limitation des systèmes, des hyperliens qui avaient été intégrés dans le document ne sont pas accessibles. Les liens qui se trouvent dans le document sont identifiées comme suit:

Élément I Partie 1

Section 2.3	Loi sur la gestion des finances publiques	http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/
	Loi sur le ministère des Travaux publics et des	
Section 2.3	Services gouvernementaux	http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-38.2/TexteCompleet.html
Section 5.7	Processus d'inscription pour la CCD	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/spc-cps-fra.html

Élément I Partie 2

Section 1	Loi sur le ministère des Travaux publics et des	http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-38.2/TexteCompleet.html
	Services gouvernementaux	
	Clauses du Guide des clauses et conditions	https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat
Section 1.1	uniformisées d'achat	
Section 6	Accès au CCD du SSPC	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/spc-cps-fra.html

Élément I Partie 3

Section 1.2	Politique d'achats écologiques	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html
Section 1.3	Accès au CCD du SSPC	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/spc-cps-fra.html
	Étapes simples pour les fournisseurs de la	
Section 1.3	composante de collecte de données	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/espfcdd-sesdccc-fra.html

Élément I Partie 5

Section 3	Programme de marchés réservés aux	http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100033060/1100100033061
	entreprises autochtones	
Section 4B.	Politique d'inadmissibilité et de suspension	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html

Section 4B.	formulaire de déclaration d'intégrité	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html
Section 4B. (i)	Politique d'inadmissibilité et de suspension	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html http://www.tbs-sct.gc.ca/hgw-cgf/business-affaire/gcp-agc/notices-avis/2012/10-31-fra.asp
Section 6	L'Avis sur la Politique des marchés 2012-2	
Section 6	Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés	http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14676 https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/M/M3025T/8
Section 6	M3025T (2014-11-27)	

Pièce jointe A à l'élément I

O.5	Exigences en matière de services	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sptb-tbps/categories-fra.html
-----	----------------------------------	---

Pièce jointe C à l'élément I

Accès au CCD du SSPC	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/spc-cps-fra.html
Étapes simples pour les fournisseurs de la composante de collecte de données	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/espfcdd-sesdccc-fra.html

Pièce jointe D à l'élément I

Section 01-1	Politique d'inadmissibilité et de suspension	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html
Section 01-3b	formulaire de déclaration d'intégrité	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html
Section 01-4a	Politique d'inadmissibilité et de suspension	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html
Section 01-5	formulaire de déclaration d'intégrité	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html https://srisupplier.contractsCanada.gc.ca/index-fra.cfm?af=ZnVzZWJdGlVbj1yZWdpc3Rlci5pbnRybyZpZD0y&lang=fra
Section 02	Données d'inscription des fournisseurs	
Section 03	Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-38.2/TexteCompleet.html
Section 12	Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs	https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/section/8/180

Élément II Partie 6A

Section 1	Exigences en matière de services	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sptb-tbps/categories-fra.html
	Clauses du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat	https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat
Section 3	Loi sur la gestion des finances publiques	http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/
Section 6	Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-38.2/TexteCompleet.html
Section 7	Exigences en matière de services	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sptb-tbps/categories-fra.html https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/2020/actif
Section 10	Conditions générales 2020	https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/annexe/9/4
Section 11 (a)	Annexe 9.4 du guide des approvisionnements	
	Répertoire des établissements d'hébergement	
Section 13 (b)	TPSGC	http://rehelv-acrd.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ACRDS/rechercher-search-fra.aspx
	Définitions des régions et des régions métropolitaines	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/dznrrm-dnzrma-fra.html

Élément II Partie 6B

Section 1.3 (ii)	L'arrangement en matière d'approvisionnement ProServices	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/index-fra.html
------------------	--	---

Élément III Partie 7A

Section 1	Exigences en matière de services	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sptb-tbps/categories-fra.html
Section 3	Clauses du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat	https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat
Section 6	Loi sur la pension de la fonction publique	http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-36/TexteCompleet.html http://www.tbs-sct.gc.ca/hgw-cgf/business-affaire/gcp-agc/notices-avis/2012/10-31-fra.asp
Section 6	l'Avis sur la Politique des marchés 2012-2	
Section 8	Exigences en matière de services	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sptb-tbps/categories-fra.html
	Répertoire des établissements d'hébergement	
Section 15 (b)	TPSGC	http://rehelv-acrd.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ACRDS/rechercher-search-fra.aspx
	Définitions des régions et des régions métropolitaines	
Section 17		http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/dznrrm-dnzmra-fra.html

Élément III Partie 7B

Section 1.5	Exigences en matière de services	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sptb-tbps/categories-fra.html
Section 1.6	Exigences en matière de services	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sptb-tbps/categories-fra.html
	Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux	http://www.cicdi.ca/1/accueil.canada?
Section 1.6	PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente	http://publiservice-app.pwgsc.gc.ca/forms/index.cfm?fuseaction=search.details&lang=f&display=5875
Section 2	à une offre à commandes	

Élément III Partie 7C

	Clauses du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat	https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat
Section 3		
	SCT Formulaire 330-23 - Formulaire d'enquête de sécurité sur le personnel	http://www.tbs-sct.gc.ca/tbsf-fsct/330-23-fra.asp
Section 4		
Section 6	Loi sur la pension de la fonction publique	http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-36/TexteCompleet.html http://www.tbs-sct.gc.ca/hgw-cgf/business-affaire/gcp-agc/notices-avis/2012/10-31-fra.asp
Section 6	l'Avis sur la Politique des marchés 2012-2	
	Frais de déplacement et de subsistance de	
Section 8 - vi.	l'offre à commandes	http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/rfdso-sotli-fra.html

C. Les réponses aux questions

Question n° 9

Nous détenons actuellement deux SPICT AMA/OC. Une est dans notre société et l'autre est dans notre société comme société affiliée avec une autre société en coentreprise.

- a) Si nous ne renouvelons pas notre coentreprise, que se passera aux contrats actifs en vertu de cette AMA?
- b) Est-ce que les contrats continuent de rester actif pendant toute la durée du contrat et des périodes d'option, même si la DAMA n'a pas été renouvelé?

Réponse à la question n° 9

- a) Les contrats ne seront pas annulé ou réaffecté
- b) Oui

Question n° 10

Mon entreprise est un fournisseur SPICT existant. À la suite de la dernière invitation, je me suis qualifié pour le palier AMA 1. Si je veux devenir un fournisseur pour l'OC pour les mêmes catégories, dois-je fournir toutes les justifications ou dois-je uniquement sélectionner OC dans SSPC et insérer les taux. De

plus, dans la grille de soumission situé dans le volet I, Partie 3 - Instructions pour la préparation des soumissions, l'article 1.4; dans laquelle des colonnes aurais-je tombé?

Réponse à la question n° 10

Dans ce cas, le soumissionnaire tomberait dans la colonne D. Le soumissionnaire ne peut pas re-justifier les catégories pour lesquelles il est actuellement qualifié comme étant « actuellement validées ».

Assurez-vous que tous les régions et les régions métropolitaines applicables sont bien identifier pour l'OC et que les étapes 1 à 16 de la pièce jointe C sont suivi.

Question n° 11

Un grand nombre de liens dans les documents fournis sur Achats et ventes pour la re- compétition ne fonctionnent pas. J'ai essayé de couper et coller les liens mais les textes deviennent toute brouillés. Un exemple est l'adresse courriel pour les pages 8 à 19. Ce n'est pas un lien pour Outlook et nous ne pouvons pas copier et le coller dans un courriel, le texte qui apparait est brouillé. Certains des liens peuvent être trouvés par la recherche dans Google, mais pas tous. Serait-il possible d'obtenir une copie du document?

Réponse à la question n° 11

S'il-vous-plaît vous référez à la clarification n° 1 de cette modification à la demande des soumissions.

Question n° 12

12a) Les questions suivantes sont liées à la section de référence de la catégorie du CCD:

(i) Si une organisation a des catégories qui sont "actuellement validées" dans le CCD, est-ce que celles-ci seront de nouveau contactées, ou seront-elles automatiquement émises/renouvelées via la clause d'attestation des droits acquis?

(ii) Si une organisation a l'intention de présenter une soumission pour le palier 2 et qu'elle est déjà une détentrice pour le palier 1, est-ce que les catégories qui sont "actuellement validées" au palier 1 doivent être identifiées comme «actuellement validées » dans le palier 2 du CCD ?

(iii) Les instructions contenues dans la page du portail entreprises d'appel d'offres demandent de laisser le champ vide à l'endroit « Courriel 2 ». Cela pourrait être interprété comme une opportunité pour les entreprises d'appel d'offres de fournir une référence supplémentaire. S'il vous plaît confirmer que ceci devrait être fait pour toutes les catégories.

(iv) Pourriez-vous s'il-vous-plaît clarifier que pour les champs de fond de la page marquée « Nom de la filiale » et « Nom de ressource ». Dans quelles circonstances ces domaines doivent être remplis pour une catégorie référence?

12b) Les questions suivantes sont liées à l'article O.4 VALEUR CUMULATIVE TOTALE FACTURÉE (VCTF) de la DAMA:

(i) La DAMA indique que le VCTF devrait être "au cours des trois dernières années immédiatement avant la date de clôture". S'il-vous-plaît confirmer que les organisations sont en mesure de compter les valeurs totales facturées contre des projets ou des contrats spécifiques

qui ont commencé avant que le seuil de trois ans, tant que la date des projets ou des contrats relèvent le seuil de trois ans.

(ii) S'il-vous-plaît confirmer que la date de clôture pour cette réponse du 31 Août, 2016 est une date ferme qui ne sera pas changé ou si elle l'est, que le seuil acceptable pour la période de trois ans restera de cette date en ce qui concerne ce critère.

Réponse à la question n° 12

12a)

- (i) L'attestation des droits acquis serait applicable à ces catégories. Les références ne seront pas vérifiées pour les catégories que le soumissionnaire est actuellement qualifié comme "validée".
- (ii) Oui. (Remarque: Pour identifier une catégorie comme «actuellement validée» ou «actuellement non validée», vous devez d'abord identifier le volet comme «actuellement offert».)
- (iii) Les soumissionnaires sont priés de laisser "Courriel-2" vide. Si le Canada est incapable d'atteindre la référence fournie, le Canada enverra des clarifications au soumissionnaire pour obtenir les informations de contact et mises à jour pour cette référence, ou pour demander un remplacement pour cette référence dans le cas échéant.
- (iv) Comme il est indiqué dans la DOC / DAMA, l'Annexe « A », O.5 Détermination des catégories, l'article 2; « *Si le soumissionnaire est une société mère, le Canada prendra alors en considération les catégories de services fournis précédemment et les ressources facturées par les filiales* ». Si cela s'applique, le soumissionnaire est chargé de fournir le nom de la filiale dans le champ intitulé «Nom de la filiale ».

«Nom de ressource » est le nom de la personne qui a fourni les services au client en vertu du contrat / projet utilisé pour se qualifier pour cette catégorie. Les soumissionnaires ont la possibilité de fournir cette information ou de le laisser vide.

12b)

- (i) C'est exact. S'il vous plaît vous référer à la modification n° 002 à la demande des soumissions : Réponse à la question 5a).
- (ii) Si le Canada prolonge la date de clôture, le début de la fenêtre de 3 ans ne changera pas et la fenêtre de 3 ans sera élargie pour inclure le temps supplémentaire.

Question n° 13

Pourriez-vous s'il-vous-plaît m'informer, s'il est autorisée d'utiliser le même projet pour les différentes catégories de consultation. Par exemple, pour le volet 4, le même projet correspond à la fois au Conseiller d'affaires et à la catégorie Analyste des activités. Serait-il possible d'utiliser ce même projet pour ces deux catégories.

Réponse à la question n° 13

Le même projet peut être utilisé pour plusieurs catégories peu importe si une tâche individuelle apparaît sous plus d'une catégorie, les tâches associées aux travaux effectués doivent correspondre à la description des catégories des SPIC.

Question n° 14

Comme mentionné au paragraphe 2.5, ceci sera la dernière re-compétition pour SPICT OC et il sera valable que pour une seule année, serait-il possible pour le Canada d'expliquer sa stratégie d'approvisionnement destinés aux exigences similaires pour le futur ?

Réponse à la question n° 14

Le Canada continuera d'acquérir ces services en utilisant les arrangements d'approvisionnement SPICT pour les valeurs qui dépassent le seuil de l'ALENA et les arrangements d'approvisionnement ProServices pour les besoins d'une valeur allant jusqu'à et y compris le seuil de l'ALENA. Le seuil de l'ALENA est actuellement évalué à 89,600 \$ CAD.

Question n° 15

Pouvons-nous s'il vous plaît savoir les dates d'attribution estimée des SPICT et SPICS pour nos soumissions en ligne?

Réponse à la question n° 15

En raison d'un certain nombre de facteurs inconnus, le Canada estime que les résultats de cette re-compétition des SPICT seront attribués entre Novembre 2016 et Janvier 2017.

Question n° 16

Notre société a actuellement un certain nombre de références au dossier pour notre AMA palier 1 pour les SPICT. Notre question est la suivante ; aurons-nous besoin de fournir de nouvelles références pour tous les catégories ou tout simplement la différence de ce qui est demandé pour le palier 2.

Réponse à la question n° 16

Les catégories qui sont « actuellement validées » ne nécessitent pas une ré-confirmation sous une soumission pour laquelle une certification des droits acquis s'applique. Les catégories précédemment octroyées comme « validées » devront être identifiées comme « actuellement validée » dans la section Palier 2 de cette soumission. Veuillez-vous référer à l'article 3 de la pièce jointe « A », O.5 Détermination des catégories ainsi que les étapes 1 à 20 de la pièce jointe « C ».

Question n° 17

Comme la présentation sera soumise par le CCD et par courriel, est-ce que TPSGC peut préciser quelle est l'adresse courriel que les certifications doivent être envoyées (Déclaration du soumissionnaire, attestation des droits acquis, Dispositions relatives à l'intégrité)?

Réponse à la question n° 17

Veuillez-vous référer à la question et la réponse n° 8 que se trouve dans la modification n°002 de la demande des soumissions.

Question n° 18

18 a) Pour qualifier une coentreprise pour le palier 2, s'il vous plaît confirmer que chaque membre n'a pas à atteindre 12 millions \$ en VCTF au cours des 3 années précédentes mais le total de tous les membres de la coentreprise doit dépasser 12 millions \$.

18 b) Est-ce que VCTF inclus ou exclus les taxes?

Réponse à la question n° 18

- 18 a) Veuillez-vous référer à l'article n° 2 du critère obligatoire O.4 Valeur cumulative totale facturée située dans la pièce jointe « A ».
- 18 b) La VCTF exclus les taxes.

Question n° 19

Les critères obligatoires M.5 stipulent :

Un titulaire d'une offre à commandes et/ou d'un arrangement en matière d'approvisionnement ne peut valider de nouveau une catégorie ayant été visée par une attestation de droits acquis dans le cadre d'une demande de soumissions antérieure si cette catégorie avait été attribuée comme « validées ».

Par exemple : Un soumissionnaire est actuellement qualifié pour les services de catégorie A.1 comme « validés ». Il ne peut donc pas se qualifier de nouveau pour les services de catégorie A.1 comme « validés » dans le cadre de la présente soumission. Il devrait signaler les services de catégorie A.1 comme « actuellement validés » dans sa soumission présentée par l'intermédiaire de la CCD.

Toutefois, un titulaire d'une offre à commandes et/ou d'un arrangement en matière d'approvisionnement peut valider une catégorie ayant été visée par une attestation de droits acquis dans le cadre d'une demande de soumissions antérieure si cette catégorie avait été attribuée comme « non validées ». Toute référence fournie à l'égard d'une telle catégorie sera évaluée, et le résultat de l'évaluation prévaudra sur l'information fournie dans le cadre d'une demande de soumissions antérieure.

19 a): Si une catégorie que nous avons précédemment fait une offre pour a été jugée non conforme en raison d'une référence qui n'a pas répondu, comment devons nous identifier cette catégorie dans cette offre?

19 b): Puisque nous utilisons l'option de l'attestation des droits acquis, pouvez-vous confirmer qu'il suffit de seulement fournir des références pour les catégories identifier « Récemment validée ».

Réponse à la question n° 19

19 a): Vous devez identifier cette catégorie comme « Récemment validée »

19 b): Exact

Tous les autres termes et condition demeurent les mêmes